

---

## 11 mai : L'impréparation gouvernementale affichée

*Quand la population est inquiète, il faut répondre à ses questions et parler vrai. Après l'annonce, le 13 avril, de la réouverture des écoles le 11 mai, JM Blanquer a multiplié les déclarations médiatiques sans expliquer comment il ferait pour garantir la sécurité sanitaire des enfants, des enseignants et, derrière, des familles. Le 15 avril, il s'est à nouveau multiplié, sur LCI et au Sénat sans apporter davantage de réponses. L'impréparation gouvernementale dans cette crise grave est manifeste.*

**"Aucun plan précis n'a été élaboré par vos services"**



"Non, c'est faux de dire ça. Je ne peux pas vous laisser dire ça. C'est trop facile de dire ça madame Martichoux ! Non, non. Quand vous dites qu'il n'y a pas de réponse, c'est très faux. Vous essayez d'installer l'idée que... Je trouve que ce n'est pas très honnête de répliquer cela. Il y a, au contraire, beaucoup de travail qui est fait". Sur LCI, le 15 avril, JM Blanquer s'est emporté contre E Martichoux. Elle disait que "la date du 11 a été lancée lundi soir sans qu'aucun plan précis n'a été élaboré par vos services, que cette pensée n'a pas été pensée préalablement, que tout est à faire ?..."

**"Je récuse le terme « impréparation »"**

Pourtant le ministre n'a pas plus répondu aux questions des sénateurs ce même 15 avril. A Céline Brulin (PC) qui demandait quelles indications scientifiques justifient la réouverture des écoles le 11 mai prochain, quels élèves seront prioritairement concernés, quel matériel et quels équipements seront mis à disposition du personnel de l'Éducation nationale, quelles consignes et quels moyens seront donnés aux collectivités pour assurer la désinfection des locaux, la restauration et le transport scolaires, quelle stratégie de test est

prévue, le ministre n'a pas su répondre autrement qu'en promettant des décisions dans 15 jours. "Nous veillerons bien entendu à la sécurité sanitaire de tous, professeurs et élèves. Cela passe par un travail avec les collectivités locales sur le nettoyage, les équipements, l'éventuel port du masque, etc. Tous ces éléments seront annoncés par le Premier ministre dans moins de deux semaines."

Même réponse à Laurent Lafon (centriste) : "Après la concertation puis le discours du Premier ministre, nous aurons deux semaines pour nous préparer et expérimenter avec des collectivités volontaires".

Finalement c'est l'impréparation gouvernementale que pointe la sénatrice Sophie Taillé-Polian (apparentée socialiste). "Je récuse évidemment le terme « impréparation » car nous travaillons au contraire en profondeur depuis le début de la crise pour nous adapter en fonction de la situation", répond JM Blanquer. "Les scénarios que nous proposons sont toujours travaillés." Mais après la décision...

### **Que faire des élèves ?**

Que reste-il d'acquis de cette journée ? La plus importante c'est qu'il n'est plus question que la rentrée du 11 mai ne soit pas obligatoire. Alors que le 14 avril le ministre déclarait qu'elle ne le serait pas, le 15 il change d'avis. "Oui l'école est obligatoire, c'est la loi qui le dit. Je n'ai pas dit, contrairement à certaines interprétations, que ça n'est pas obligatoire. En revanche c'est progressif". Mais on ne sait pas ce que recèle précisément ce mot. La rentrée sera progressive avec des déclinaisons locales, dit le ministre.

Autre modification : le président de la République a annoncé que l'enseignement supérieur ne rentrerait pas le 11 mai. JM BLanquer annonce sur LCI que les étudiants des CPGE et BTS rentreront à partir du 11 mai.

Le ministère envisage de se décharger d'une partie des élèves sur les activités périscolaires. "Nous souhaitons aussi la reprise des activités périscolaires pour soulager les écoles en réduisant le nombre d'élèves présents en classe. J'étudie avec ma collègue en charge des Sports les activités sportives qui pourraient être proposées, dans le respect des règles sanitaires", a indiqué le ministre au Sénat. Cela permettrait de réduire les groupes classes. Mais très souvent les activités périscolaires utilisent les locaux scolaires ce qui rend cette ouverture très étroite.

48 heures après la décision présidentielle aucun argument sérieux n'est venu l'étayer puisque le gouvernement n'assume pas de rouvrir les écoles pour pouvoir relancer l'économie. Comme dans un mauvais cauchemar, parents, enfants et enseignants sont embarqués dans une aventure dangereuse avec un guide qui semble ignorer le chemin.

**François Jarraud**